

Alia AMIMI

chargée de plaidoyer à ITPC-MENA



ITPC-MENA est la branche de la Coalition internationale de Préparation aux Traitements (ITPC), un groupe d'actives et d'organisations qui plaident pour l'accès au traitement du VIH dans la région Afrique du Nord et Moyen Orient.

Pays : Algérie, Maroc, Tunisie

Thème : Plaidoyer, Prise en charge médicale

Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours ?

Je m'appelle Alia AMIMI. Je suis chargée de plaidoyer à ITPC-MENA. C'est la coalition internationale pour la préparation aux traitements, ça fait à peine un an que j'ai rejoint l'équipe, j'ai eu un parcours assez court pour rester honnête, j'ai travaillé un peu à la banque africaine de développement et avant j'ai eu quelques expériences au PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et j'ai fait un master en gouvernance et intelligence internationale à sciences po.

Est-ce que vous pouvez présenter ITPC MENA ?

C'est une ONG qui fait partie de la famille ITPC globale, il y'a plusieurs régions (Afrique du nord et Moyen-Orient ça va de la Mauritanie au Pakistan) et on travaille principalement sur les questions en rapport aux règles de propriété intellectuelle qui peuvent entraver l'accès aux traitements dans la région maintenant on héberge aussi la plateforme du front mondial pour la communication et la coordination. Nos missions englobent principalement les objectifs tels que l'accès universel aux traitements, l'accès aux ARV, l'amélioration des conditions de vie des personnes séropositives, la transparence dans les processus de financement.

Quelles sont pour vous les 3 dates clés de la lutte contre le Sida ?

L'année 1996 c'est l'arrivée des ARV pour traiter les personnes séropositives. 2003 le début du fond mondial au Maroc pour pouvoir financer des projets tels que ceux des associations de lutte contre le sida, création du CCM. 2015 c'est la création d'ITPC MENA pour favoriser l'accès aux traitements dans la région puisque c'est une des régions qui a moins accès aux traitements dans le monde entier, c'est une région où il le taux de prévalence et le moins élevé au monde mais qui connaît le nombre de décès le plus élevé.

Pensez-vous qu'en Afrique du Nord il y a une plus grande place qui est donnée aux activistes pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et est ce qu'il est bénéfique ?

Les activistes ont de plus en plus de place et un rôle incontournable dans la prise en charge des patients parce que c'est grâce à des ONG et à la société civile qu'on a pu mettre en avant les enjeux et les défis qui sont liés à l'accès aux médicaments. Avant certaines personnes n'avaient aucune information au sujet de leur statut, au sujet du traitement qu'il devait prendre et tout ce qui est en rapport avec le virus du sida. Maintenant des associations prennent en charge les personnes pour le dépistage, la prévention, pour sensibiliser l'opinion publique à ce sujet. Je pense qu'ils ont un rôle de plus en plus important et que peut-être ils devraient être intégrés dans les discussions institutionnelles pour donner leur avis, leur point de vue parce que c'est eux qui sont en contact direct avec les gens, mais là peut être qu'en raison de la stigmatisation, de la marginalisation et la perception du sida ils ont encore des difficultés à atteindre les objectifs qu'ils se fixent.

Depuis 2015 nous accueillons la plateforme régionale de coordination et de communication du fond mondial et nous avons été reconduits l'année passée jusqu'en 2020. Les objectifs de cette plateforme sont d'améliorer la connaissance et la participation des acteurs de la société civile et des groupes communautaires sur les processus liés aux subventions du fond mondial, améliorer l'impact des programmes du fond mondial et de la riposte aux 3 pandémies grâce aussi à un engagement renforcé de la société civile et des groupes communautaires touchés par le VIH, la tuberculose, le paludisme, élargir l'accès à l'assistance technique à la société civile et des groupes communautaires grâce à une meilleure

coordination entre ITPC MENA l'initiative stratégique CRG du Fonds mondial et les autres partenaires, résistance technique type Expertise France et autres, soutenir les initiatives stratégiques de renforcement des capacités au profit de la société civile et des communautés en favorisant l'espace d'engagement et de participation collective au processus décisionnel clé et en particulier en ce qui concerne la communauté, le droit et le genre. Depuis 2015 on essaye de coordonner tout ce qui est avec la société civile pour renforcer leur participation genre au CCM (Country Coordination Mechanism) où il y a des représentants des populations clés et des personnes vivant avec les 3 pandémies VIH tuberculose et malarias, des HSH, des travailleurs du sexe et des usagers de drogues injectables. Notre rôle, c'est de s'assurer ces personnes-là ont les capacités et un rôle effectif pour participer et engager dans toutes les discussions et dans toutes les décisions du fond mondial dans les différents pays où il y a ces subventions-là.

[Pouvez-vous revenir sur votre action à Abidjan concernant le prix d'un médicament ARV dont le brevet a été cédé à l'ensemble de l'Afrique sauf pour l'Algérie ?](#)

En marge de l'organisation de la 19ème conférence ICASA en décembre 2017 à Abidjan, ITPC-MENA a organisé une action de solidarité pour l'inclusion du Dolutégravir qui est un médicament destiné aux premières lignes et troisièmes lignes, c'est un antirétroviral de dernière génération il a moins d'effets secondaires, il est moins toxique, les gens ne vont pas forcément développer de résistances quand ils le prennent. Le laboratoire ViiVHealthcare qui a produit ce médicament a permis au continent africain d'y avoir accès, d'avoir accès au brevet qui coûte beaucoup moins cher sauf pour l'Algérie. Ils estiment que l'Algérie est un pays en transition, ce n'est pas un pays à revenus faible ou intermédiaire. Les pays africains auront le générique à 41 dollars environ à peu près par patient et par an sauf les pays d'Afrique du Nord du Maghreb qui eux ont bénéficié d'un accord entre la fondation de Child et Bill Gates pour avoir le générique à 75 dollars et l'Algérie par contre doit payer 14 000 dollars par patient et par an. On a donc décidé de mener cette action pour mettre en lumière cette problématique et d'alerter le gouvernement algérien, la société civile algérienne, de l'injustice envers ce pays. Nous avons aussi rencontré les représentants du laboratoire ViiVHealthcare lors d'un espace d'échange et de dialogue entre les représentants de la société civile et ceux de l'industrie pharmaceutique, on le fait chaque année et on a abordé cette question. On a demandé pourquoi l'Algérie est le seul pays qui est exclu, ils ont indiqué que ce n'est pas un marché stratégique pour eux mais c'est une référence pour les autres pays comme la Russie l'Argentine qui pourraient eux aussi être intégrés dans la licence volontaire qui per-

met d'avoir accès aux génériques. Donc on a mobilisé toutes les associations et les organisations qui étaient présentes à ICASA pour mener une action de solidarité et pour essayer de sensibiliser les personnes sur ce sujet. Les brevets abusifs sont une des problématiques sur lesquels on travaille incessamment et on souhaite l'accès universel aux médicaments, on est contre les brevets abusifs.

[Enfin ma dernière question, comment s'est organisée la manifestation générale à Marrakech en décembre 2017 ? quels ont été les obstacles et quelles réussites ?](#)

C'était à l'occasion de la journée internationale de lutte contre le sida le 1er décembre. Nous avons décidé de signer la déclaration de Paris et de mobiliser la mairie de Marrakech pour que la ville s'engage à éradiquer le sida d'ici 2030. C'était en partenariat avec l'ALCS (Association de Lutte Contre le Sida), la mairie de Paris, la mairie de Séville qui est une ville jumelée avec Marrakech et ITPC-MENA. Les représentants ont signé la déclaration et Marrakech s'est engagé à éradiquer le sida. On a eu des actions parallèles à cette déclaration, on a préparé des sets de table pour sensibiliser les gens au dépistage, à la prévention du sida et on les a distribués sur la place Jemaa el-Fna. Pendant la période du 1er au 14 décembre on a aussi mené des actions telles que l'illumination de l'hôtel de ville de Marrakech avec le symbole du ruban rouge du sida pendant plus de 3 jours.

Les obstacles on a pas eu réellement d'obstacles les représentants de la mairie étaient vraiment motivés à participer, à s'engager, à mobiliser tous les volontaires de l'ALCS de la section de Marrakech pour aller parler aux gens, pour les sensibiliser.

Ce qu'il faut peut-être retenir aussi que ITPC-MENA existe depuis 2015 et qu'on entretient d'excellentes relations entre la mairie de Marrakech et avec toutes les instances officielles décisionnelles de la région de Marrakech et aussi au pays, c'est pour cela que ce n'a pas été tellement difficile finalement que Marrakech se mobilise. C'était la deuxième ville qui a signé l'engagement d'éradiquer le sida d'ici 2030 après Casablanca.

Concernant la population de Marrakech il n'y a pas eu de réticences, on a discuté avec beaucoup de monde, ils étaient vraiment contents de voir des actions qui avaient lieu pour sensibiliser la population et plutôt les adolescents.